



Assemblée générale

Distr. générale
29 décembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 113 g) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations : nomination d'un juge du Tribunal d'appel des Nations Unies

Rapport du Conseil de justice interne

I. Introduction

1. Le 11 octobre 2010, M^{me} Rose Boyko, juge du Tribunal d'appel des Nations Unies, a démissionné de ses fonctions pour raisons personnelles, cette démission prenant effet à compter du 15 janvier 2011.
2. Par sa résolution 62/228, l'Assemblée générale a décidé de créer le Conseil de justice interne pour contribuer à garantir l'indépendance, le professionnalisme et la responsabilisation du système d'administration de la justice au sein du système des Nations Unies. Au paragraphe 37 de cette résolution, l'Assemblée a décidé que le Conseil de justice interne communique ses vues et recommandations à l'Assemblée concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant au Tribunal, compte dûment tenu du principe de répartition géographique.
3. À l'heure actuelle, le Conseil n'est composé que des quatre membres suivants : M^{me} Kate O'Regan (Présidente), M. Sinha Basnayake (juriste externe nommé par l'administration), M^{me} Jenny Clift (représentante du personnel) et M. Geoffrey Robertson (juriste externe nommé par le personnel). Depuis la démission de M^{me} Martha Helena Lopez au début du mois d'août 2010, personne ne représente l'administration. Les membres du Conseil croient savoir que des dispositions sont prises pour nommer un nouveau membre au siège de M^{me} Lopez sans toutefois qu'aucune décision définitive n'ait encore été arrêtée.
4. Compte tenu de la vacance imminente du siège de M^{me} Boyko au Tribunal, les membres du Conseil se sont réunis par téléconférence pour décider de l'opportunité de sélectionner des candidats pouvant être recommandés à l'Assemblée générale pour pourvoir le poste laissé vacant, conformément aux dispositions du paragraphe 37 de la résolution 62/228. Après discussion, il a été convenu que, compte tenu de la disponibilité de candidats sélectionnés lors de la précédente série de nominations, de la lourdeur de la charge de travail qui pèse sur le Tribunal et, par conséquent, de la nécessité qu'il y a à remplacer immédiatement M^{me} Boyko, il y



avait lieu de présenter sans plus tarder à l'Assemblée des candidats susceptibles d'être nommés à ce poste.

5. Pour sélectionner les candidatures, les membres du Conseil ont pris en compte la répartition géographique des États qui résulte de la composition actuelle du Tribunal, à savoir : Jean Courtial (France), Président, Sophie Adinyira (Ghana), Kamaljit Singh Garewal (Inde), Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique), Luis Maria Simon (Uruguay) et Ines Weinberg de Roca (Argentine). Il a également été tenu compte d'un certain nombre d'autres considérations, telles que les connaissances linguistiques et l'expérience des candidats en droit administratif et en droit du travail.

6. Compte tenu de la nécessité urgente de nommer un juge prêt à prendre ses fonctions au plus tard en février 2011, date à laquelle le Tribunal doit tenir sa prochaine session, les membres du Conseil ont décidé de prendre d'abord en considération les personnes recommandées à l'Assemblée pour pourvoir les sièges de juge du Tribunal dans le rapport présenté en 2008 (A/63/489).

7. Dans le présent rapport, les membres du Conseil présentent trois candidatures au poste de juge du Tribunal. Ils se sont assurés qu'au cas où leur candidature serait retenue, ces candidats seraient disponibles. Les trois candidats sont originaires de pays non représentés actuellement au Tribunal. Après avoir été présélectionnés et avoir passé un entretien en septembre 2008, ils avaient été recommandés pour occuper un siège de juge au Tribunal, comme il est précisé dans le rapport du Conseil pour 2008.

8. Les membres du Conseil estiment que, compte tenu de la disponibilité de candidats ayant déjà passé un entretien et fait l'objet d'une sélection, il n'y a pas lieu de retarder la procédure en sollicitant de nouvelles candidatures.

II. Profils des candidats recommandés

9. Les trois candidats recommandés par le Conseil pour occuper le siège de juge du Tribunal sont présentés dans l'ordre alphabétique des patronymes. On trouvera leur curriculum vitae dans l'annexe jointe au présent rapport.

Mary Faherty (Irlande), née en 1960

10. M^{me} Flaherty est juge à la Cour de circuit d'Irlande depuis 2002. Auparavant, elle a exercé comme avocate plaidante et a été Présidente de la Cour du travail d'Irlande pendant huit ans, de 1995 à 2002, après avoir été Vice-Présidente de la même juridiction pendant six ans, de 1989 à 1995. Elle est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université nationale de Galway (1984). De langue maternelle anglaise, elle a une bonne connaissance de l'allemand.

**Roy Lewis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord),
né en 1943**

11. M. Lewis est actuellement Vice-Président du Comité central d'arbitrage, organe institué par la loi pour régler les questions liées à la reconnaissance des organisations syndicales par les employeurs aux fins des négociations collectives et à la mise en œuvre des comités d'entreprise européens. Il a également exercé un grand nombre de fonctions dans le domaine du contentieux du travail. Il est membre du Collège de médiateurs et d'arbitres spécialisé dans les litiges relatifs au droit du travail du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage depuis 1985. Il a enseigné le droit à l'Université de Southampton de 1987 à 1996. Il appartient depuis 2001 au groupe d'arbitres spécialisé dans les licenciements abusifs, organisé sous les auspices du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage et dont il est membre fondateur. Il est Président de la Commission nationale des recours de Royal Mail depuis 1998. Il a été Président à temps partiel des tribunaux du travail de la région de Southampton de 2001 à 2006 et il est Président du tribunal administratif de la Banque de commerce et de développement de la mer Noire depuis 2006. Enfin, il est Président du Comité de règlement des griefs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement depuis 2007. Par ailleurs, il exerce la profession d'avocat au sein de l'un des grands cabinets spécialisés dans le droit du travail. Il écrit et publie abondamment depuis 1969 dans le domaine du droit du travail. Il est diplômé en droit de la London School of Economics (1966). De langue maternelle anglaise, il a des notions de français.

Brian Tamberlin (Australie), né en 1939

12. M. Tamberlin est juge à la Cour fédérale de Nouvelle-Galles du Sud depuis 1994. Il est également juge et Vice-Président de la Cour administrative d'appel d'Australie et juge à la Cour suprême du Territoire de la capitale australienne. Il est diplômé en droit de l'Université de Sydney (1962) et de la faculté de droit de Harvard (1963). De langue maternelle anglaise, il parle français couramment et a des notions d'espagnol, d'italien et d'allemand.

III. Conclusion

13. Les membres du Conseil de justice interne tiennent à remercier le Secrétariat du soutien constant que celui-ci leur accorde.

Signé par les membres du Conseil de justice interne et présenté au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale.

(Signé) Kate **O'Regan**

(Signé) Sinha **Basnayake**

(Signé) Jenny **Clift**

(Signé) Geoffrey **Robertson**

Annexe

Curriculum vitae

Mary Faherty (Irlande)

Date de naissance : 16 janvier 1960

Fonctions actuelles : Juge à la Cour de circuit d'Irlande et Conseil principal au barreau irlandais

Formation

- | | |
|-----------|---|
| 1997 | Diplôme en arbitrage national (avec distinction) de l'University College de Dublin |
| 1998 | Diplôme en arbitrage international (avec distinction) de l'University College de Dublin |
| 1986 | Admission à la profession d'avocat (avec distinction), Honourable Society of Kings Inns |
| 1984 | Licence en droit (avec distinction) de l'University College de Galway |
| 1984 | Cours sur les droits de l'homme à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (Canada) |
| 1983 | Cours sur les droits de l'homme à Strasbourg (France) |
| 1982 | Licence en sciences juridiques et allemand (avec distinction) de l'University College de Galway |
| 1980-1981 | Études germaniques à l'Université de Fribourg (Allemagne) (bourse financée par l'Office allemand d'échanges universitaires) |

Qualifications professionnelles et distinctions

- | | |
|------|--|
| 2006 | Prix de l'Université nationale d'Irlande à Galway pour des activités dans le domaine du droit et des administrations et des services publics |
| 2001 | Admission au barreau irlandais (Inner Bar) en qualité de Conseil principal |
| 1998 | Admission au Chartered Institute of Arbitrators |
| 1996 | Admission au barreau d'Angleterre et du pays de Galles |
| 1986 | Admission au barreau irlandais |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|--|
| 2002 | Juge à la Cour de circuit d'Irlande |
| 2002 | Membre du Tribunal chargé de l'enquête parlementaire sur certaines questions de planification et de paiement |
| 1986-2002 | Avocate plaidante au barreau irlandais |

-
- | | |
|-----------|--|
| 1995-2002 | Présidente de la Cour du travail d'Irlande, juridiction compétente pour connaître des affaires relevant du droit du travail. |
| 2000 | Membre du Groupe de travail du Gouvernement sur le harcèlement au travail |
| 1999-2000 | Présidente de l'Association européenne des juges du travail |
| 1997 | Membre de la Commission irlandaise des relations du travail, chargée des questions d'égalité |
| 1989-1995 | Vice-Présidente de la Cour du travail d'Irlande |

Divers

- | | |
|------|---|
| 2008 | Déléguée à la neuvième conférence biennale de l'Association internationale des magistrates à Panama |
| 2010 | Présidente de la Conférence sur les perspectives internationales et comparées en matière de droit du travail et de droit des personnes handicapées de l'Université nationale d'Irlande à Galway |

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), allemand (bonne connaissance) et français (parlé)

Roy Lewis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date de naissance : 7 novembre 1943

Domaines d'intervention juridique

M. Lewis exerce la profession d'avocat au sein de Old Square Chambers, l'un des grands cabinets spécialisés dans le droit du travail au Royaume-Uni. Il est spécialisé dans la tierce intervention en matière de relations du travail, de droit du travail et de droit de la discrimination. Ces interventions prennent différentes formes : règlements juridictionnels, arbitrages, médiations, enquêtes, conseils, présidence d'organes de recours. Il intervient au Royaume-Uni et dans des organisations gouvernementales internationales.

Fonctions exercées dans le domaine du droit administratif international

Président du Comité de règlement des griefs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (depuis 2007), ancien Président du Tribunal administratif de la BERD (de 2002 à 2007) et ancien Président du Comité de recours de la BERD (de 1999 à 2002)

Président du Tribunal administratif de la Banque de commerce et de développement de la mer Noire (depuis 2006)

Intervenant à la huitième Conférence des enquêteurs internationaux (Vienne, du 9 au 11 mai 2007) : communication sur l'interaction entre les départements chargés de la déontologie institutionnelle et les tribunaux administratifs au sein des organisations internationales. Conférence coorganisée par l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office européen de lutte antifraude de la Commission européenne

Intervenant au colloque organisé pour commémorer le trentième anniversaire du Tribunal administratif de la Banque mondiale (Washington, le 23 mars 2010) : communication sur l'efficacité du droit administratif international. Colloque coorganisé par la Banque mondiale et la Société américaine de droit international

Fonctions juridictionnelles exercées au Royaume-Uni

Vice-Président du Comité central d'arbitrage (depuis 2000). Le Comité central d'arbitrage statue sur les questions relatives aux procédures prévues par la loi régissant : a) la reconnaissance par l'employeur des organisations syndicales aux fins des négociations collectives; b) les comités d'entreprise européens; c) l'information et la consultation.

Président à temps partiel de tribunaux du travail de la région de Southampton (de 2001 à 2006). Au Royaume-Uni, les tribunaux du travail sont des juridictions de première instance spécialisée dans le contentieux du travail. Les présidents ont été récemment rebaptisés juges du travail.

Fonctions d'arbitrage et de médiation

Membre du Collège de médiateurs et d'arbitres spécialisé dans les litiges relatifs au droit du travail du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage (depuis 1985)

Membre (fondateur) du Groupe d'arbitres spécialisé dans les licenciements abusifs du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage (depuis 2001)

Membre (fondateur) du Groupe d'arbitres et de médiateurs spécialisé dans les litiges concernant les deux classes de salariés du service public et du Service national de santé, au sein du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage (depuis 2005)

Désigné par le Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage pour former des arbitres dans le domaine du droit du travail (depuis 2007)

Nommé arbitre à plusieurs reprises (en dehors du Service de consultation, de conciliation et d'arbitrage) pour régler des litiges et conflits du travail dans un grand nombre de secteurs au Royaume-Uni et dans les Îles Anglo-Normandes

Président de la Commission nationale des recours de Royal Mail (depuis 1998), organe compétent pour connaître des recours en matière disciplinaire formés par les organisations syndicales de Royal Mail, entreprise à forte densité syndicale

Autres activités et postes

Membre accrédité de ADR Chambers (UK) Ltd (depuis 2002)

Membre de la Section spécialisée dans le droit du travail de City Disputes Panel (depuis 2003)

Membre du Civil Mediation Council (depuis 2004)

Autre expérience pertinente

Procédures d'appel nationales, plan de reclassement du Service national de santé (1994 à 1996)

Personnalité indépendante nommée au titre du Règlement et de la procédure disciplinaire applicables au personnel et aux responsables de l'administration des collectivités locales (1997, 2003 et 2004)

Expert indépendant auprès du Groupe consultatif technique du Conseil commun national des sapeurs-pompiers des collectivités locales (2004 à 2007)

Formation

Licence en droit (1966) et maîtrise en sciences économiques (1967) de la London School of Economics

Trajectoire professionnelle

1967-1969	Consultant, Division des relations professionnelles et humaines, AIC Ltd
1969-1979	Chargé de cours en relations du travail à la London School of Economics
1979-1980	Conseiller spécial de la Commission spéciale sur l'emploi de la Chambre des Communes
1979-1987	Chargé de recherche principal à l'Unité de recherche sur les relations du travail de l'Université de Warwick

- 1987-1996 Professeur de droit à l'Université de Southampton.
- 1989-1993 Doyen de la faculté de droit et directeur du Département de droit
- Depuis 1994 Avocat à Old Square Chambers, en sus des fonctions décrites plus haut

Sélection d'écrits de Roy Lewis sur le règlement des litiges en matière de droit du travail

- 1990 « Strike Free Deals and Pendulum Arbitration », *British Journal of Industrial Relations*
- 1993 (Avec Jon Clark) « Employment Rights, Industrial Tribunals, and Arbitration: the Case for Alternative Dispute Resolution », Institute of Employment Rights – Projet de règlement par arbitrage non judiciaire qui a servi de base à l'*Employment Rights (Dispute Resolution) Act 1998*
- 1995 (Avec Jon Clark et Catherine Barnard) « The Exercise of Individual Employment Rights in the Member States of the European Community », Research Series No. 49, Ministère de l'emploi (étude commandée par le Ministère)
- 1998 « The Employment Rights (Dispute Resolution) Act 1998 », *Industrial Law Journal*

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle)

Brian Tamberlin (Australie)

Date de naissance : 30 mars 1939

Fonctions actuelles : Juge à la Cour suprême de Nouvelles-Galles du Sud, qui siège à Sydney, et vice-président de la Cour administrative d'appel, qui siège dans la même ville.

Formation

- | | |
|------|--|
| 1963 | Maîtrise de droit (LLM) de la faculté de droit de Harvard, avec spécialisation dans les transactions commerciales internationales et le droit commercial international |
| 1962 | Licence en droit (LLB) de la faculté de droit de l'Université de Sydney, avec mention très honorable (deuxième de promotion) |
| 1958 | Licence (BA) de l'Université de Sydney |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|---|
| 2010 | Rapporteur général au congrès international des présidents de hautes juridictions administratives organisé sous les auspices du Conseil d'État français à Sydney et rassemblant plus de 50 présidents de juridictions administratives |
| 2005 | Nomination en qualité de membre présidentiel de la Cour administrative d'appel australienne et Président par intérim de cette juridiction |
| 2004-2007 | Membre actif de l'Association internationale des hautes juridictions administratives dans laquelle le Conseil d'État français joue un rôle important. D'où une bonne connaissance du droit administratif français. |
| 1994 | Juge à la Cour fédérale d'Australie |
| 1994 | Conseil dans le cadre de l'enquête sur la Constitution tasmanienne |
| 1981 | Nomination à la charge de Conseil de la Reine |
| 1979-1980 | Conseil dans le cadre de l'enquête sur l'abattage des forêts tropicales |
| 1967-1981 | Admission au barreau inter-États d'Australie (plaidant essentiellement à Sydney) |
| 1965-1966 | Avocat postulant pendant deux ans chez Allens, grand cabinet de Sydney |
| 1963-1964 | Conseiller juridique chez IBM à New York |
| 1962 | Juriste d'entreprise de Unilever Ltd. à Sydney |
| 1958-1962 | Stagiaire chez Freehills, grand cabinet d'avocats de Sydney |

Autres activités

- 1995-2005 Conférences à l'intention des juges du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, de Thaïlande, du Viet Nam et de Hong Kong (Chine)
- 2000 Six semaines de cours à l'Université Washington Lee de Lexington en Virginie (États-Unis) portant sur l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et sur le droit de la propriété intellectuelle
- 1999 Une semaine de cours, en collaboration avec plusieurs universitaires, à la nouvelle juridiction thaïlandaise spécialisée dans la propriété intellectuelle
- 1965-1972 Chargé de cours (à temps partiel) en droit constitutionnel fédéral à la faculté de droit de l'Université de Sydney
- 1966-1972 Chargé de cours d'urbanisme et de droit administratif au Legal Practitioners Admission Board

Participation à de nombreuses conférences internationales sur l'administration judiciaire, la médiation et l'arbitrage

Bonne connaissance des pratiques, des procédures, du fonctionnement et de la jurisprudence de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Genève), acquise grâce à un stage de trois semaines dans ces organisations, à des entretiens avec de nombreux membres de leur personnel – spécialisés notamment dans le règlement des différends – et à une courte formation sur le sujet organisée par l'Université de Genève.

Conférences en Australie et à l'étranger à l'intention de juges sur le droit de la mer, le droit maritime et le droit commercial des transports maritimes ainsi que sur les pratiques, les procédures et l'administration du droit de la mer

Deux cours de formation sur le droit de la propriété intellectuelle et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, à l'intention de juges vietnamiens, d'auxiliaires de justice, de greffiers et d'administrateurs à Hanoï et Hô Chi Min-Ville, et cours dispensés à des étudiants en droit à Hanoï

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), français (courant), espagnol et italien (parlés et lus couramment), allemand (lu)